



## UN INVESTISSEMENT PEUT-IL TRANSFORMER UN PAYS ?

*Choose France 2026 : 93 milliards d'euros annoncés. Et après ?*

### 1. Choose France : la progression vertigineuse des annonces

Créé en 2018 par Emmanuel Macron, Choose France est devenu le rendez-vous annuel de la stratégie d'attractivité économique de la France. Chaque édition, réunie au château de Versailles, réunit plus de 200 dirigeants étrangers et produit une liste d'annonces d'investissements.

La progression des montants depuis 2018 est spectaculaire :

2023 : 13 milliards d'euros.

2024 : 15 milliards.

2025 : 40,8 milliards.

**2026 : 93 milliards — dont 45 milliards pour un seul centre de données IA dans les Hauts-de-France, porté par le fonds japonais SoftBank.**

L'édition 2026 dépasse à elle seule le cumul de toutes les éditions précédentes réunies. « C'est évidemment de très loin une édition record et c'est historique », a déclaré le président de la République.

**Soit. Mais une question reste étonnamment difficile à documenter publiquement : que deviennent concrètement ces investissements quelques années plus tard ?**

## 2. L'emploi : la promesse et la réalité

L'édition 2026 annonce « plus de 15 600 emplois ». Le chiffre semble substantiel. Mais il mérite d'être examiné de près — notamment pour les centres de données, qui représentent la très grande majorité des montants annoncés.

La réalité de l'emploi dans un data center est la suivante : des bâtiments considérables en surface, en énergie, en foncier — et très peu de personnel permanent. Un data center de grande taille peut fonctionner avec quelques dizaines de techniciens en CDI. Selon des experts du secteur, un data center fait dix fois moins d'emplois qu'un entrepôt logistique de surface comparable.

Ce qui est encore plus révélateur, c'est la façon dont les promoteurs présentent leurs projets aux élus locaux. Selon des chercheurs cités par l'AFP, ils « affublent leur data center du mot campus » — une sémantique universitaire censée « rendre le projet plus acceptable », alors que les quelques stagiaires accueillis « ne représentent pas du personnel fixe ».

La réalité : pas de transfert de technologie vers les entreprises locales. Pas d'accueil structurel de jeunes en recherche d'emploi ou de stage. Pas de formation qualifiante ancrée dans le territoire. Les technologies utilisées sont propriétaires, les savoir-faire restent dans la main de l'exploitant étranger.

**Un investissement de 45 milliards d'euros qui crée quelques centaines d'emplois permanents : c'est une équation économique qui mérite d'être posée publiquement.**

## 3. Les ressources communes sous tension

La question de l'emploi est importante. Mais il en existe une autre, plus profonde encore : celle des ressources que ces investissements mobilisent.

Les grands centres de données liés à l'IA sont parmi les infrastructures les plus énergivores qui existent. Ils nécessitent :

De l'électricité en grande quantité et de façon permanente — le projet SoftBank dans les Hauts-de-France représente à lui seul 3,1 gigawatts de capacité à horizon 2031, soit l'équivalent de plusieurs réacteurs nucléaires.

De l'eau pour le refroidissement — en quantités considérables, dans un contexte où la ressource en eau est de plus en plus sous pression dans de nombreuses régions françaises.

Du foncier — souvent en périphérie de métropoles, sur des surfaces qui auraient pu accueillir des activités industrielles créatrices d'emplois locaux.

**Ces ressources ne sont pas infinies. Et leur mobilisation au profit d'infrastructures étrangères engage des arbitrages collectifs majeurs : industrie, agriculture, usage domestique, équilibre des territoires, formation des jeunes, priorités nationales.**

## 4. Quand la France livre sa matière première

Il existe dans l'histoire économique un modèle bien connu : le pays qui exporte sa matière première sans en maîtriser la transformation. Il reçoit des devises — mais reste dépendant, ne développe pas de compétences propres, et voit ses ressources s'épuiser sans bénéfice durable pour sa population.

Ce scénario a une certaine résonance avec ce qui se construit aujourd'hui autour des centres de données IA en France : on accueille des infrastructures étrangères, on leur fournit de l'énergie, de l'eau, du foncier — et les capacités de calcul produites ne nous appartiennent pas. Elles appartiennent à SoftBank, à Brookfield, à d'autres fonds étrangers.

**La question n'est pas de refuser ces investissements. Elle est de savoir ce que la France en retire réellement — en emplois durables, en transferts de compétences, en capacités industrielles propres, en souveraineté numérique.**

Et cette question, personne ne la pose officiellement. Parce qu'il n'existe pas de suivi public structuré des engagements pris à Versailles.

## 5. L'absence de suivi : le cycle démocratique inversé

Depuis 2018, Choose France a produit 231 annonces d'investissement pour un total de 87 milliards d'euros investis selon les chiffres officiels. Mais il n'existe pas de bilan public accessible sur :

- Les emplois réellement créés, mesurés plusieurs années après l'annonce.
- Les capacités industrielles réellement développées localement.
- Les ressources réellement consommées et leurs effets sur les territoires.
- Les projets qui n'ont pas abouti, ou qui ont été modifiés après l'annonce.

**On annonce — puis on passe à l'édition suivante.**

C'est précisément l'inverse de ce que devrait être une décision publique solide. Dans la méthode que propose la Démocratie Enrichie, toute décision engage un cycle : décider, puis observer les effets réels, puis ajuster, puis rendre compte. Sans ce cycle, la décision reste une promesse — jamais une réalité vérifiable.

*L'absence de suivi n'est pas un détail technique. C'est un choix politique : celui de ne pas soumettre les engagements pris à l'épreuve du réel.*

## 6. Le citoyen au centre — pas seulement la finance

Ce qui frappe dans les débats autour de Choose France, c'est l'absence presque totale du citoyen dans la réflexion. On parle de milliards, de compétitivité, d'attractivité, de rang mondial. Mais on ne parle pas de ce que ces choix engagent pour les habitants des territoires

concernés, pour les générations futures, pour les équilibres que ces ressources contribuent à maintenir.

Dans une Démocratie Enrichie, ce type de décision ne relèverait pas uniquement d'une logique financière et technocratique. Il ferait l'objet d'une réflexion collective structurée, associant :

Les citoyens et territoires concernés — porteurs d'une expérience vécue et d'une vision d'avenir que les flux financiers ne capturent pas.

Les connaissances disponibles — sur les effets réels de ces investissements, les ressources mobilisées, les modèles comparables dans d'autres pays.

La responsabilité politique — qui assume les arbitrages et les soumet à l'évaluation.

**Non pour bloquer les investissements. Mais pour répondre ensemble à une question fondamentale : que voulons-nous réellement construire avec nos ressources communes ? Et comment s'assurer que ces engagements tiennent leurs promesses, année après année ?**

C'est ce que propose la Démocratie Enrichie : une méthode pour décider autrement — en plaçant le citoyen au centre, et non la seule logique des flux financiers.